

Johnson, Harry G., *Trade Strategy for Rich and Poor Nations*,
University of Toronto Press, Toronto, 1971, VIII + 232 p.

F. A. Siddiqui

Volume 3, Number 4, 1972

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700262ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700262ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Siddiqui, F. A. (1972). Review of [Johnson, Harry G., *Trade Strategy for Rich and Poor Nations*, University of Toronto Press, Toronto, 1971, VIII + 232 p.] *Études internationales*, 3(4), 574–575. <https://doi.org/10.7202/700262ar>

JOHNSON, Harry G., *Trade Strategy for Rich and Poor Nations*, University of Toronto Press, Toronto, 1971, VIII + 232p.

Ce volume comporte trois études différentes quoiqu'apparentées et conduites sous les auspices de *The Atlantic Trade Study Programme* de Grande-Bretagne. Le but de toutes ces études est de scruter les nombreuses implications pour la Grande-Bretagne comprises dans une union élargie de libre-échange entre le Canada, les É.-U. et d'autres membres de l'*Efta*, encore appelé *Nafta* (*North Atlantic Free Trade Area*), seconde voie de l'alternative en vue d'une libéralisation plus poussée du commerce mondial.

Il se divise en quatre parties. Dans la première, intitulée « *Broad Trade Strategy for the Seventies* », l'auteur, au cours de cette brève partie introductive, recense de façon excellente les développements récents de la politique commerciale internationale et traite d'institutions connues comme le *GATT* et l'*UNCTAD*.

Lorsqu'il constate le peu de succès du fonctionnement de ces organismes quant aux voies de développement progressif et qu'il considère la désillusion des contemporains devant cette assistance officielle, il en vient à prôner la libéralisation du commerce comme un facteur clé de nouveaux progrès dans la voie d'une économie mondiale plus élevée. C'est David Wall qui élabore davantage ces vues et les discute plus à fond dans la seconde partie.

Cette seconde étude a pour titre « *Opportunities for Developing Countries* » et scrute les problèmes et les perspectives des nations plus pauvres alors sous la tutelle des accords du *NAFTA*. Dans cette analyse des rôles du *GATT* et de l'*UNCTAD*, cet auteur note, et avec assez de justesse, que leurs rôles n'apportent à la vérité aucun apport significatif ou satisfaisant aux nations pauvres ; il conclut que la *NAFTA* devrait se montrer plus efficace envers elles en leur facilitant un accès plus libre aux marchés commerciaux et en leur accordant plus de conditions préférentielles quant à leurs exportations.

La contribution véritable de M. Wall ne s'appuie pas tant sur sa suggestion qu'on accorde des tarifs préférentiels aux nations pauvres — lesquelles ont d'ailleurs été bien accordées et de façon prononcée par l'*UNCTAD* — mais davantage en relation avec la formulation d'une

stratégie plus élargie et plus généreuse dans le maintien et même l'accroissement de la vitesse de libéralisation du commerce.

Il faut aussi s'interroger pourquoi le *NAFTA* devrait être plus utile que les accords du *GATT* ou de l'*UNCTAD*. En réponse, l'auteur énumère trois raisons ou motifs : 1) la philosophie qui soutient le *NAFTA* repose sur la foi dans le libre-échange ; 2) par le biais du *NAFTA* les membres amélioreraient davantage leur position économique et ainsi seraient plus à même de porter le joug dans un système préférentiel ; 3) à partir du moment où le système préférentiel atteindrait tous les membres du groupe, les coûts d'accommodement pour les nations pauvres seraient partagés sur une base la plus équitable possible.

Pour aussi valables que soient ces motifs, ils se vérifieraient uniquement sur la base que la prémisse sur laquelle ils reposent est valide. Cette prémisse que d'ailleurs M. Wall discute à la lumière des plus récents événements des relations internationales de commerce, et qui se révèle fondamentale dans son analyse, est que les nations développées désirent aider les nations pauvres et qu'elles le feront volontiers en abolissant la masse effarante de restrictions actuellement imposées aux importations des nations pauvres. Nonobstant cette restriction de vérification à la base de la prémisse, nous trouvons les analyses de l'auteur intéressantes, utiles et sagement encourageantes.

Dans la troisième partie M. Leisner s'attache aux possibilités d'harmonisation qui concernent les nations-membres du *NAFTA* ; il s'adresse plutôt « au lecteur moyen », évitant ainsi les éléments plus techniques « à partir desquels les experts différaient... ». Étant donné l'existence d'une foule de barrières non tarifaires, l'avantage éventuel du libre-échange, soit une spécialisation plus grande et une répartition plus efficace des ressources, ne pourrait être alors réalisé à moins que des politiques et des usages non tarifaires ne soient harmonisés parmi les nations participantes au *NAFTA*.

L'auteur partage cette étude en deux sections : « *Structural Harmonization Issues* » et « *Balance of Payments Policy Harmonization* ». Cette dernière partie traite simplement du problème de la balance externe des paiements dans une optique « macroéconomique » et, à notre avis, n'attire ici aucun de nos commentaires particuliers. Quant à la première partie, qui concerne l'efficacité et la distribu-

tion des richesses, nous décelons trois systèmes de pratiques ou usages non tarifaires, lesquels appellent quelques remarques. Les voici : 1) les usages qui ont des effets similaires à ceux des tarifs ; ils incluent l'approvisionnement public, le commerce étatique et les mesures d'assistance aux industries particulières ; 2) les frais différents, et deux exemples typiques en sont les taux divers de taxes et de tarifs imposés aux importations des États non membres du *NAFTA* ; 3) enfin les facteurs législatifs et administratifs tels les politiques anti-monopoles, celles du transport et des disparités régionales. M. Leisner nourrit son analyse d'exemples les plus variés et les plus intéressants des divers usages signalés plus haut et souligne comment ils peuvent perturber le libre-échange. Il examine encore certains problèmes particuliers créés par l'expérience de la *CEE* et celle de l'*EFTA* et indique que si le libre-échange ne s'avère pas toujours le moyen le plus efficace de juguler les effets des barrières non tarifaires, cette pratique est de loin fort supérieure et plus efficace à ce que le *GATT* a pu apporter. Dans la quatrième partie de l'ouvrage et intitulée « *American Capital and Free Trade* » ; M. D. Steuer suppute les effets possibles des montants américains investis en Grande-Bretagne comme conséquence à la participation au *NAFTA*, et de plus la signification économique d'un tel investissement lorsqu'il se fera. Le but de cette étude, semble-t-il, est de vérifier la validité des arguments d'investissements directs en regard de la formation de zones multilatérales de libre-échange.

L'auteur examine et discute les investissements des É.-U. dans leurs relations avec la balance britannique des paiements : revenus, habileté de direction, techniques, compétition ou concurrence, problèmes régionaux et autonomie nationale. Contrairement à certaines conceptions fort répandues, il en résulte qu'il n'y a aucune raisons définies pour lesquelles l'organisation du *NAFTA* aurait pour résultat d'accroître le volume des investissements américains. Quant à la balance des paiements, on démontre qu'il vaut mieux porter attention sur le revenu national, qui est la plupart des cas affecté de façon favorable, vu que la balance externe peut trouver une solution grâce à tout investissement direct. Somme toute, l'auteur tend à réfuter la croyance populaire ou l'épouvantail de la mainmise américaine.

Alors que l'analyse de M. Steuer s'avère d'incontestable bon sens quant au Royaume-

Uni, peu de Canadiens acceptent ses conclusions en ce qui concerne la proportion véritable de participation ou de mainmise américaine au Canada, sûrement à leurs yeux plus considérable que celle de la Grande-Bretagne. Ici, il faut souligner dans l'ouvrage une critique majeure : l'absence de toutes statistiques ou tableaux quelconques aidant à vérifier les points de vue de l'auteur. Il n'y a pas de doute que les lecteurs auraient sûrement apprécié toutes les informations statistiques ou toutes données quant à l'importance de la propriété des firmes américaines au pays et quant à la distribution des industries ou filiales.

F. A. SIDDIQUI

Économique,
Université Bishop.

SCOTT, James C., *Comparative Political Corruption*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, N.J., 1972, X, 166p.

Ce volume fait partie d'une nouvelle série d'études comparatives où l'on se propose de traiter de problèmes politiques importants, sans employer le jargon et les néologismes des sciences sociales actuelles. Par rapport à cet objectif, l'ouvrage de Scott est une réussite. Dans un langage sans prétention, coupé de quelques tableaux faciles, il réussit à nous donner une bonne vue comparative d'un problème qui afflige plusieurs des nouveaux États du Tiers-Monde et qu'on retrouve encore dans les États d'Occident.

Scott traite de l'Angleterre du XVII^e siècle et des États-Unis du début du XX^e siècle, mais l'Afrique et surtout l'Asie le retiennent davantage. Après un premier chapitre de nature générale sur la corruption, il traite de celle-ci comme d'un phénomène d'influence. Suivent alors un certain nombre de chapitres monographiques : sur l'Angleterre du début des Stuart, sur la Thaïlande, sur les diverses formes de corruption dans les régimes sans partis, sur les débuts de la corruption électorale, sur la machine politique au Ghana et en Inde. Un dernier chapitre, plus théorique, propose de voir la machine politique comme une réponse oligarchique à des pressions démocratiques.

L'auteur conduit son étude de façon intelligente et nuancée, mais soit qu'il ait voulu obéir de façon trop stricte à la consigne